

Au Burundi, un an de massacres et de terreur

AFRIQUE Il y a un an commençait le troisième mandat du président Nkurunziza

► Un pays isolé, ruiné, quadrillé par les forces de l'ordre, fui par ses habitants.
► Le bilan est bien sombre et la communauté internationale impuissante.

ÉCLAIRAGE

Voici un an, le 21 juillet 2015, Pierre Nkurunziza était reconduit à la tête du Burundi pour un troisième mandat. Cette réélection avait été dépourvue de surprise, le scrutin ayant été boycotté par les principales figures de l'opposition qui avaient dénoncé ce mandat comme illégal et illégitime.

Le scrutin avait été précédé par une crise politique grave, déclenchée fin avril lorsque le président avait annoncé son intention de se représenter. De violentes manifestations avaient alors, durant des semaines, enflammé Bujumbura, et en mai, une tentative de coup d'Etat menée par un groupe d'officiers avait débouché sur un surcroît de répression et la fermeture de nombreux organes de presse.

Depuis lors, la situation a empiré et le porte-parole adjoint du président burundais, Jean-Claude Karerwa Ndenzako, est bien seul lorsqu'il affirme qu'« en dépit de quelques défis, le Burundi retrouve de plus en plus sa sérénité d'antan et consolide sa place dans le concert des nations ».

Autrement dit, les autorités burundaises persistent et

signent, rejetant tout dialogue avec les opposants au troisième mandat, ce qui laisse au point mort des négociations difficilement entamées sous la houlette de l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa. Le second round des pourparlers s'est d'ailleurs terminé dans l'amertume le 14 juillet en l'absence des principaux protagonistes, la plate-forme regroupant presque toute l'opposition en exil (CNA-RED), les représentants du gouvernement burundais et... le facilitateur lui-même.

Cette rencontre avortée avait été marquée par l'assassinat d'une ancienne ministre, Hafsa Mossi, membre du parti au pouvoir. Cette ancienne journaliste, qui avait osé montrer de la compassion pour les réfugiés et les victimes de la répression, avait été assassinée à Mutanga Nord (un quartier de Bujumbura) par des tueurs inconnus roulant dans une voiture aux vitres teintées.

Depuis un an, le Burundi est gouverné par défi, par un pouvoir qui a multiplié les tueries et les exécutions extrajudiciaires, suscité l'exode de 300.000 réfugiés, incité les principales figures de l'opposition, de la société civile et de la presse à quitter le pays et qui ne redoute pas l'isolement international, ayant même refusé d'assister au dernier sommet de l'Union africaine à Kigali. Comme frappé d'autisme, le groupe dirigeant, rassemblé autour du chef de l'Etat, ignore des

pressions fortes, comme l'ouverture d'enquêtes par la Cour pénale internationale. Lors du der-

nier congrès du parti CNDD FDD, le « comité des sages » a décrété que le président du parti devait aussi être chef de l'Etat, ce qui ouvre la voie à un changement de constitution et au maintien illimité au pouvoir d'un Pierre Nkurunziza que d'aucuns appellent déjà « le roi du Burundi »...

Sur quoi repose le défi actuel des dirigeants burundais ? Il s'explique en partie par l'impuissance de la communauté internationale : la proposition française de déployer 228 policiers onusiens pour tenter de freiner les violences apparaît bien dérisoire...

Interviennent également les ambiguïtés de certains voisins africains et de puissances extérieures comme la Chine et la Russie, cette dernière venant d'accueillir une importante délégation économique burundaise. Mais la confiance en l'avenir manifestée par les durs du régime repose surtout sur le quadrillage méthodique du pays : à tous les niveaux, à commencer par celui des collines, les milices du parti (Imbonerakure) ont mis en place un pouvoir parallèle et intensifié la surveillance de la population.

Au niveau de l'armée, le quadrillage est tout aussi serré : ceux que l'on appelle désormais les « mujeri » (chiens errants), c'est-à-dire les militaires tutsis, sont surveillés au niveau des « équipes » (groupes de quatre personnes...), des patrouilles, des compagnies... Si d'aventure un attentat devait être mené contre le chef de l'Etat, il déboucherait, presque inmanquablement, sur des représailles et des massacres rappelant la mise en

œuvre du génocide de 1994 au Rwanda...

La crise politique, les sanctions internationales, la quasi-fermeture de la frontière avec la Tanzanie ont mené l'économie au point mort et la pénurie de devises se fait criante dans les banques. Mais paradoxalement, le fait d'être l'un des pays les plus pauvres du monde rend le Burundi relativement insensible aux pressions économiques : 80 % de la population vit en état d'auto-subsistance, dépendant uniquement de sa production agricole. Seuls des milliers d'élèves, inconscients du danger et risquant d'être renvoyés de l'école, persistent à gribouiller sur le visage du président dans leurs carnets de classe... ■

COLETTE BRAECKMAN

RD CONGO

Pression du Parlement belge

La Chambre a approuvé cette semaine une proposition de résolution réclamant la tenue d'élections au Congo dans le respect de sa Constitution, en particulier pour ce qui concerne les délais et la succession des mandats présidentiels, et évoquant de possibles sanctions. La résolution, fruit d'un travail commun entre la majorité et l'opposition, insiste sur le « respect des modalités et des dispositions de la Constitution congolaise, en particulier les dispositions relatives au nombre maximum de mandats présidentiels fixés et aux délais constitutionnels fixés pour la tenue d'élections ». (b)